Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF ANNUEL
PERIODE DU RAPPORT : 01/10/2020 A 31/12/2020

Titre du Projet : ESPASK - Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud Kivu **Numéro de référence du projet au MPTF :** n/a		**Province : Sud-Kivu** **Zone prioritaire ISSSS : 1 &2** **Pilier(s) ISSSS :** Dialogue Démocratique, Sécurité, RSA, FPS
Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet : Cordaid		**Partenaires d'exécution** VNGI, GASAP, CDJP, SOFIBEF
Budget total du Programme (en US$) : 2.808.000 Budget pour le partenaire d'exécution : 2.600.000 Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) : 208.000		**Durée du Programme** Durée totale : *(en mois)* 30 mois Date de démarrage : *(jour/mois/année)* 01/10/2020 Date de fin : *(jour/mois/année)* 31/03/2023
Contact projet: Lead Manager: Jérémie Kaomba Lugali / jeremie.lugali@cordaid.org Lead M&E Advisor: Alphonse Sadiki / alphonse.sadiki@cordaid.org		**Rapport soumis/Consolidé par** Nom : Kaomba Lugali Jérémie Titre : Coordonnateur du projet ESPASK Organisation participante (« lead ») : Cordaid Adresse e-mail : jeremie.lugali@cordaid.org

Abréviations

CDJP	: Commission Diocésaine Justice et Paix
BCDC	: Banque Commerciale du Congo
ESPASK	: Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud-Kivu
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
GASAP	: Groupe Socio-Agro-Pastorales
ISSSS	: Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation pour l'Est de la RDC
SOFIBEF	: Solidarité des Femmes de Fizi pour le Bien Être Familiale
STAREC	: Programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant des conflits armés
UAS	: Unité d'appui à la Stabilisation de la MONUSCO
VNGI	: VNG International

Partie 1 - Points saillants du projet

Au cours des trois premiers mois du projet ESPASK, Cordaid et les membres du consortium (VNGI, CDJP, GASAP et SOFIBEF) ont procédé aux activités inhérentes à la **phase de démarrage** : prise de contact avec les parties prenantes, présentation du projets aux bénéficiaires, partenaires et parties prenantes, recrutement de staff du projet ESPASK et induction afin qu'ils aient un aperçu global sur le projet et les politiques des organisations membres.

Un **atelier interne** a été organisé avec l'ensemble des membres du consortium à Uvira du 17 au 19 novembre 2020. Plusieurs points ont été abordés lors de cet atelier notamment :

- la présentation du projet ESPASK ;
- la définition du rôle et responsabilité pour chaque membre du consortium ;
- la revue du budget et des activités ;
- l'analyse des parties prenantes ;
- l'élaboration des critères d'identification des bénéficiaires ;
- la revue et la validation du plan de travail du projet ;
- la présentation du cadre de résultats avec tableau d'indicateurs ;
- les obligations du bailleur en matière de rapportage ;
- le système de coordination et gestion du projet ;
- l'intégrité et la redevabilité.

Cet atelier a permis aux participants d'avoir des connaissances approfondies sur le projet et les obligations des uns et des autres en vue de bien coordonner la mise en œuvre du projet.
Des réunions de suivi sont organisées chaque semaine entre membres de consortium à Uvira.

Un **atelier de lancement officiel** du projet ESPASK a été organisé à Uvira le 20 novembre 2020. Cet atelier a été organisé en coordination avec les deux autres consortia bénéficiant également du financement du Fonds de Cohérence et Stabilisation au Sud Kivu (ZOA et Interpeace). L'objectif principal était d'impliquer et d'échanger avec toutes les parties prenantes, notamment le gouvernement, les agences de Nations Unies, les ONG et les communautés bénéficiaires.
Cet atelier a permis d'assurer aux participants une compréhension commune des différentes aspects des projets de stabilisation, de définir les responsabilités entre parties prenantes du projet afin d'en faciliter sa mise en œuvre et de clarifier les modalités de mise en œuvre, y compris les contributions des autorités locales et provinciales.
Au total 106 personnes dont 32 femmes ont participé à cet atelier, parmi eux le Vice-Gouverneur du Sud Kivu, les Ministres provinciaux du plan, de l'intérieur et en matière foncière, des représentants de la société civile, le Barza communautaire, les chefs des groupements, les administrateurs des territoires de Fizi et d'Uvira et des magistrats.

Les membres du consortium ont également participé à un **atelier de formation sur le suivi et évaluation** qui s'est tenu à Uvira en décembre 2020. Cette formation a permis aux participants d'améliorer leur connaissance sur le suivi et évaluation en général, et le système et les approches (CommCare) de l'Unité d'appui à la stabilisation (UAS – SSU) en particulier.

Cordaid a lancé un appel d'offre en décembre pour recruter une organisation locale du Sud Kivu pour la conduite de l'étude de base du projet ESPASK. L'activité de la mise à jour de la cartographie qui était initialement prévue dans la phase de démarrage a connu du retard à cause de l'indisponibilité du consultant et sera réalisée dans le deuxième trimestre du projet, en coordination avec l'étude de base.

Partie 2 - La mise en œuvre

2.1 Aperçu

2.1.1 Aperçu financier

Budget total : 2 600 000 USD
Fonds reçus au cours de la période de rapportage : 103 494 USD
Fonds cumulées reçus : 103 494 USD (4% du budget total)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : 73 644 USD
Fonds consommés cumulés : 73 644 USD (3% du budget total)

En bonne voie : oui
Commentaire : la consommation pendant la période de démarrage est moins qu'initialement prévue à cause de différents facteurs :

- Le retard d'un mois pour le décaissement des fonds du PNUD,
- Le retard de transfert de fonds de Cordaid à ses partenaires du fait de la fusion d'Equity Bank avec la Banque Commerciale du Congo (BCDC), qui a perturbé les transferts bancaires pendant le mois de décembre ;
- L'organisation tardive de l'atelier de démarrage officiel (fin novembre 202, liée aux difficultés d'organisation et de coordination entre les 3 consortia financés par le FCS et le gouvernement.

2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

Objectif Spécifique 0 : *La situation politique et sécuritaire dans les zones ciblées est « ré-objectivée » et la stratégie d'intervention est affinée*

Produit 0.1 : *La cartographie des conflits et des acteurs est affinée ou mise à jour et une baseline est réalisée*

Pendant la phase de démarrage, plusieurs activités ont débuté, notamment lors de l'atelier interne du consortium et la formation suivi et évaluation organisée par UAS/SSU :

- la concertation avec le Secrétariat technique du FCS a débuté,
- l'élaboration des outils permettant d'effectuer l'identification des acquis,
- l'identification des besoins pour l'étude de base et la cartographie ;
- la rédaction des termes de référence pour l'étude de base et la cartographie.

Le processus de recrutement d'un consultant pour conduire la mise à jour de la cartographie des dynamiques des conflits et des acteurs a commencé en novembre 2020, mais a connu du retard à cause de l'indisponibilité du consultant identifié. Cette activité sera donc réalisée pendant le deuxième trimestre du projet. Néanmoins, une analyse initiale des parties prenantes a été conduite avec les membres de consortium pendant l'atelier interne en novembre 2020.
Un appel d'offre pour le recrutement d'une organisation locale devant conduire l'étude de base a été lancé en décembre 2020 et le processus de recrutement est en cours de finalisation. Les activités proprement dites de l'étude de base seront lancées début du mois de février.

Produit 0.2 : *La stratégie d'intervention est améliorée*

Cordaid et les membres du consortium ont élaboré des stratégies pour faciliter la mise en œuvre du projet ESPASK notamment :

- la revue du cadre de résultats,
- la stratégie genre,
- la stratégie de pérennisation
- un mécanisme de gestion de plaintes dans le cadre de redevabilité (en cours de mise en place).

Des réunions et rencontres ont été organisés entre le consortium et plusieurs parties prenantes, dont le Ministère du Plan et de l'Intérieur, le STAREC, l'UAS, ZOA, Interpeace, International Alert, pour discuter de la stratégie d'intervention d'ESPASK.
Pendant l'atelier de lancement officiel, le 20 novembre 2020, les parties prenantes ont contribué à l'amélioration de la stratégie en posant des questions et faisant des recommandations. La phase de démarrage a donc permis de bien préparer les activités proprement dites qui vont débuter dans le deuxième trimestre du projet.

2.2 Progrès de la mise en œuvre

2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget
Objectif Spécifique 0 : *La situation politique et sécuritaire dans les zones ciblées est « ré-objectivée » et la stratégie d'intervention est affinée*
Produit 0.1 : *La cartographie des conflits et des acteurs est affinée ou mise à jour et une baseline est réalisée*
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Le plan de travail initial a été ajusté pendant l'atelier interne du consortium. Le processus de recrutement de staff et des consultants a pris plus de temps qu'initialement prévu, mais l'étude de base et la cartographie seront réalisé dans le deuxième trimestre.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, même si le transfert des fonds du FCS a Cordaid a connu un retard d'un mois et le transfert de Cordaid aux partenaires membres du consortium a connu de retard à cause de la fusion d'Equity Bank et Banque Commerciale du Congo (BCDC) pour leur permettre la mise en œuvre des activités.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Oui, la dimension genre a été prise en compte en se basant sur la stratégie genre développée par le consortium dans le cadre du projet. C'est l'exemple de l'atelier de lancement qui a connu une bonne participation des hommes, femmes, jeunes filles et jeunes garçons. La stratégie genre mise en place va faciliter que le genre soit intégré dans les activités du projet.
Produit 0.2 : *La stratégie d'intervention est améliorée*
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Cordaid et les membres du consortium ont mis en place des stratégies pouvant faciliter la mise en œuvre du projet ESPASK notamment : la revue du cadre de résultats, la stratégie genre, la stratégie de pérennisation et un mécanisme de gestion de plaintes dans le cadre de redevabilité.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui (voir ci-dessus).
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Oui, une stratégie genre a été développée pour permettre une bonne intégration du genre tout au long du projet.

Les autres objectifs spécifiques et produits sont prévus en 2021 selon le plan de travail ajusté du projet (voir annexe).

2.3 Défis et mesures de mitigation

2.3.1 Défis principaux rencontrés
Le projet a rencontré plusieurs défis : - Le retard d'un mois dans le transfert des fonds de UAS/PNUD à Cordaid qui a légèrement retardé le démarrage du projet. - Le retard dans le transfert des fonds de Cordaid à ses partenaires à cause de la fusion d'Equity Bank et la BCDC pour leur permettre la mise en œuvre des activités. - L'ouverture du bureau à Uvira, la contractualisation des partenaires et le recrutement des membres de l'équipe projet et des consultants ont pris plus de temps qu'initialement prévu. - L'atelier de lancement officiel a été reporté plusieurs fois à cause des difficultés dans l'harmonisation entre les trois consortia financés par FCS et le gouvernement. Cela a conduit à repousser certaines activités qui ne pouvaient se faire qu'après le lancement officiel du projet qui a eu lieu le 20 novembre 2020. - La zone du projet est difficilement accessible (Minembwe, Bijombo) à cause de manque de routes et l'insécurité.

2.3.2 Défis et mesures de mitigation	
Défis	Mesures de mitigation
Retard dans les décaissements.	Soumettre les rapports trimestriels FACE à 80% de la consommation en demandant la nouvelle tranche.

Lourdeur/lenteur des procédures de contractualisation des partenaires et sélection des fournisseurs des services.	Faire le Risk Assessment des partenaires anticipativement avant la signature des contrats avec le bailleur. Faire des memos internes pour contourner la lourdeur des procédures internes. Mieux anticiper les activités de contractualisation.
L'inaccessibilité et l'insécurité des zones d'intervention (Minembwe, Bijombo).	Diversifier les options des vols d'accéder aux zones complexes : MONUSCO, UNHAS, ECHO. Suivre l'évaluation du contexte avec le Chargé de Sécurité, UAS et INSO.

2.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)
Prioriser les activités du trimestre I en souffrance en les réalisant en combinaison avec celles de ce trimestre en cours.

Partie 3 - Eléments contextuels et transversaux

3.1 Contexte et engagement politique

3.1.1 Contexte
1. La confusion de la configuration administrative de Minembwe (commune ou village) affecte le projet négativement, quant aux autorités répondantes, et son classement, ou non, dans les ETD. 2. La situation d'insécurité persistante dans certains villages du groupement de Bijombo, ne facilitant pas la mise en œuvre effective des activités du projet. 3. La duplication des postes des chefs de groupement dans la Plaine de la Ruzizi, notamment les groupements de Luberizi, de Kabunambo, de Kakamba et d'Itara/luvungi pose un problème de légitimité.

3.1.2 Engagement politique
Le consortium a pris contact avec plusieurs partenaires gouvernementaux dont le Ministre du Plan et de l'Intérieur, les députés provinciaux et le STAREC pour discuter ensemble de la stratégie d'intervention du projet et avoir l'implication des acteurs politiques pour assurer le succès du projet. Les plaidoyers seront menés auprès des autorités compétentes pour que la politique mette/tire au clair et travaille sur les trois aspects contextuels ci-hauts épinglés en vue d'y remédier.

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
Cordaid a participé à une réunion de coordination présidée par le Ministère provincial du Plan à Bukavu et aux réunions de préparation de lancement des projets ESPASK, UJAMAA et Muchango Wetu Kwa Amani avec la Monusco.	Gouvernement provincial du Sud-Kivu ; UAS, MONUSCO
L'organisation conjointe avec UAS de l'atelier de lancement du projet ESPASK, UJAMAA et Muchango Wetu Kwa Amani de Cordaid, ZOA et Interpeace en novembre 2020.	Gouvernement provincial, UAS ZOA / UJAMAA / FCS Interpeace / Muchango Wetu Kwa Amani / FCS
La formation conjointe sur les indicateurs du projet et outils CommCare (Guide d'Indicateurs I4S) tenu à Uvira par l'UAS en décembre 2020.	UAS ZOA / UJAMAA / FCS Interpeace / Muchango Wetu Kwa Amani / FCS
Deux réunions de coordination ont été organisées avec ZOA et Interpeace en vue d'harmoniser le taux de perdiem, logement et transport des participants aux activités des projets et pour lancement des projets de trois consortia à Uvira où le budget de lancement a été partagé par les trois consortia.	ZOA / UJAMAA / FCS Interpeace / Muchango Wetu Kwa Amani / FCS

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?

Oui. Un atelier interne de planification et coordination avec les partenaires SOFIBEF, VNGI, CDJP et GASAP pour le démarrage des activités du projet ESPASK a eu lieu du 17 au 19 novembre 2020 à Uvira. Les partenaires ont bénéficié entre autres d'un renforcement des capacités en matière de reporting, d'intégrité et de « safeguarding ».

Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?

Oui, sur la gestion financière du projet ESPASK et dans le domaine de financement basé sur la performance/résultats.

3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

La dimension genre a été prise en compte en se basant sur la stratégie genre développées par le consortium dans le cadre du projet qui a comme objectif d'atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les différentes structures publiques et privées par le biais de renforcement des pouvoirs et de l'influence des femmes et des filles dans toutes les étapes du processus de la stabilisation. Il s'agit de mettre en exergue les préoccupations et besoins de la femme dans les activités du projet, et cela à double dimension :

- Pour les femmes : les filles et les femmes participent dans les structures de prise des décisions dans tous les secteurs de la vie communautaire. Elles prennent part aux plans de développement communautaires dans lesquels ressortent leurs besoins spécifiques.
- Pour les hommes : les garçons et les hommes devront prendre l'engagement d'ouvrir un espace de participation des femmes dans les différentes structures communautaires et de prise des décisions, d'influencer les filles et des femmes de faire une partie intégrante dans la gouvernance locale, dans la résolution des conflits, dans la cohésion sociale et dans la stabilisation ; à s'engager à la masculinité positive et à l'assainissement du climat qui étouffe la promotion de la femme.

L'intégration de l'approche genre se manifeste dans la période du rapport dans la participation active et effective dans les activités et ateliers faits, en prenant la parole pour ressortir leurs besoins spécifiques que le projet doit prendre en compte.

Les associations des femmes (féminines) sont prises en compte et concernées directement dans la mise en œuvre du projet, par exemple SOFIBEF, membre de consortium.

3.5 Leçons apprises

- La contextualisation régulière et le partage entre partenaires sur la situation sécuritaire de notre zone d'intervention permet d'assurer que le projet reste en phase avec les réalités du terrain
- Tenue régulière des réunions et renforcement de la communication entre partenaires sur les activités du projet

3.6 Etudes réalisées

Rien à signaler pour la période.

3.7 Révisions de projet

Aucune révision du projet a été effectuée durant la période de ce rapport.

Partie 4 - Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

4.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
Commentaire :				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
Commentaire :				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
Commentaire :				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
Commentaire :				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
Commentaire :				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
Commentaire :				
TOTAL				

4.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).

Partie 5 - **ANNEXES**

- **Budget actualisé**
- **Plan de travail actualisé**
- **Cadre logique actualisé**

Annexe

CADRE LOGIQUE *Sote pamoja, amani kwetu* ESPASK - Ensemble pour la Sécurité et la Paix au Sud Kivu				
	Type d'indicateur	**Indicateur**	**Cible** (cf. note 6)	**Données de référence** **Source de vérification**
OBJECTIF – Résultat global				
Une gouvernance locale inclusive et participative contribue à la réduction de l'ampleur et de l'incidence des conflits de pouvoir coutumier	Indicateur de projet A	% de diminution des conflits inter et intra communautaires	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur de projet B	Nombre de mécanismes pérennes de prévention et de gestion des conflits renforcés	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard IR.1.4	% des personnes qui se sentent en sécurité lorsqu'elles rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard IR.1.1	% de personnes dans les provinces ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard R1.3	% de personnes qui pensent que les projets de consolidation de la paix adressent les problèmes importants de leur zone	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard IR3.2.c	% des personnes qui perçoivent que la gestion de leur ETD est inclusive et transparente	Bénéficiaires du projet	
Objectif Spécifique 0				
La situation politique et sécuritaire dans les zones ciblées est « ré-objectivée » et la stratégie d'intervention est affinée				
Produit 0.1				
La cartographie des conflits et des acteurs est affinée ou mise à jour et une baseline est réalisée	**ACTIVITÉS**			
	Activité 0.1.1 : Concertation avec le Secrétariat technique du FCS et élaboration des outils permettant d'effectuer l'identification des acquis, l'étude de base et l'analyse des conflits			
	Activité 0.1.2 : Mise à jour de la cartographie, des dynamiques de conflit sur le terrain et des analyses des projets de stabilisation en cours (production d'un rapport préliminaire)			
	Activité 0.1.3 : Identification des exemples positifs de concertation intercommunautaire durant le conflit qui a embrasé les hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga depuis le début de l'année 2019			

	Activité 0.1.4 : Réalisation d'une étude de base			
	Activité 0.1.5 : Partage et validation des résultats avec les parties prenantes, notamment le gouvernement Provincial, les partenaires techniques et stratégiques dont le Secrétariat technique du FCS et le STAREC			
	Activité 0.1.6 : Production et diffusion du document final			
Produit 0.2				
La stratégie d'intervention est améliorée	**ACTIVITÉS**			
	Activité 0.2.1 : Adaptation de la stratégie du projet et intégration des résultats des études de base et phase de démarrage dans le projet			
	Activité 0.2.2 : Elaboration des outils de gestion du programme, du cadre des résultats et des différentes stratégies			
Objectif Spécifique 1				
Les populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les conflits autour du pouvoir coutumier dans les zones prioritaires de stabilisation	Indicateur standard IR.1.1	% de personnes dans les provinces ciblées qui se sentent en sécurité pendant leurs activités quotidiennes	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard IR.1.2	% des bénéficiaires qui s'attendent à ce que leur Village devienne très / extrêmement paisible dans un an	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur Projet	% de la population qui perçoit que les conflits de pouvoir ont diminué durant les 6 derniers mois dans leur ETD		
Produit 1.1 a				
Les parties prenantes aux conflits sont formées à l'organisation et à la participation à des séances de dialogue démocratique, participatif et inclusif	Indicateur standard 1a.1	Nombre des structures avec le score d'efficacité / durabilité amélioré	Structures bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1a.2	% des structures accompagnées qui ont atteint le seuil de d'efficacité / durabilité	Structures bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			
	Activité 1.1.1 : Formation des acteurs pertinents et membres des structures communautaires en matière de résolution des conflits, la médiation, le dialogue démocratique et la mobilisation communautaire.			
	Activité 1.1.2 : Sensibilisation et coaching des communautés sur la cohésion pacifique, la collaboration intra et interethnique et la paix sociale.			
	Activité 1.1.3 : Renforcement des capacités des femmes et filles sur le rôle de la femme dans la résolution des conflits et l'accompagnement pratique.			

Produit 1.1 b				
Les parties prenantes aux conflits élaborent des plans d'actions reflétant une vision collective et inclusive des conflits et des réponses à y apporter	Indicateur standard 1a.1	Nombre des structures avec le score d'efficacité / durabilité amélioré	Structures bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1a.2	% des structures accompagnées qui ont atteint le seuil de d'efficacité / durabilité	Structures bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			
	Activité 1.1.4 : Elaboration et/ou mise à jour des plans d'action responsabilisant les acteurs pour la mise en œuvre effective des recommandations pertinentes des objectifs 2, 3 et 4.			
	Activité 1.1.5 : Organisation de réunions de validation des plans d'action.			
Produit 1.2				
Les populations des zones cibles et les autorités étatiques et politiques organisent des dialogues démocratiques	Indicateur de projet 1.2.a	# de dialogues démocratiques et d'actions de lobby et plaidoyer ayant eu lieu	Tbc	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur de projet 1.2.b	% de la population qui estime avoir la possibilité d'échanger avec les autorités étatiques et politiques sur leurs problématiques sécuritaires	Tbc	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1c.1	Nombres de résolutions proposées au gouvernement approuvées et mises en application	Tbc	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1c.2	Nombres de résolutions spécifiques aux femmes proposées au gouvernement approuvées et mises en application	Tbc	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1c.3	Nombre de plaidoyers effectués en faveur de la résolution des conflits par les IP	Tbc	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1d.1	Nombre de programmes radio liées aux thématiques de prévention, résolution, gestion de conflit et la cohabitation pacifique	Tbc	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1d.4	Nombre des programmes radio liés à la thématique sur les droits de la femme	Tbc	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1d.3	Nombre de séance d'information *-communication du projet aux communautés bénéficiaires par rapport au processus et activités du projet*	Tbc	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur	Nombre de séances de médiation entre différents chefs coutumiers en conflit de pouvoir organisées		
	Indicateur	Nombre d'accord entre différents chefs coutumiers en conflit de pouvoir qui sont formalisés et entérinés par l'autorité provinciale compétente		
	ACTIVITÉS			

	Activité 1.2.1 : Appui à la mise en place (ou à la redynamisation) d'un cadre de concertation, de dialogue et de résolution des conflits présidé par le Ministère provincial en charge de l'intérieur et la société civile			
	Activité 1.2.2 : Actualisation de l'analyse des conflits réalisée pour l'objectif spécifique 0.			
	Activité 1.2.3 : Organisation de séances de concertation, dialogues et de résolution/transformation des conflits intra et intercommunautaires en vu d'obtenir des engagements politiques et communautaires			
	Activité 1.2.4 : Elaboration, impression et large diffusion des engagements pris et du processus de dialogue, y compris par des groupes WhatsApp, des journaux et des émissions radio interactives			
	Activité 1.2.5 : Accompagnement technique de réalisation de certains engagements sous forme de mesures ou textes juridiques			
	Activité 1.2.6: Lobbying et plaidoyer auprès des autorités nationales, provinciales et locales sur base du plan d'action			
Produit 1.3				
Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi et évaluation des engagements sont opérationnels	Indicateur de projet 1.3.a	# de membres des structures communautaires qui ont participé au suivi-évaluation de la mise en œuvre des engagements	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur de projet 1.3.b	# de mécanismes de mise en œuvre et de suivi évaluation ayant pris forme par rapport à la planification prévue	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			
	Activité 1.3.1 : Evaluation SWOT des mécanismes de redevabilité existants (cadres de suivi) et renforcement technique selon les résultats de l'évaluation			
	Activité 1.3.2 : Soutien à l'organisation et la structuration de cadres de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre et du niveau d'accomplissement des engagements/des actions			
	Activité 1.3.3: Tribunes d'expression populaires pour recueillir les opinions et orientations communautaires et des autorités (et, si besoin, améliorer le dispositif)			
	Activité 1.3.4 : Elaboration d'un mécanisme d'alerte et de rappel sur les engagements pris.			
Objectif Spécifique 2				
La performance et la qualité de services des Entités Territoriales Décentralisées (ETD) sont améliorées, permettant la fourniture de services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes,	Indicateur de projet 2.a	Nombre d'initiatives développées par les ETD et autorités locales résultant des plans et des requêtes liées de la population	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur de projet 2.b	% d'actions des EDT et autorités locales comprenant des dispositions spécifiques pour améliorer la sécurité et la condition des femmes et des filles	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
		% de personnes qui pensent que les points de la population est pris en compte dans la gestion de la chose publique	Bénéficiaires du projet	Enquêtes semestrielles

jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)	Indicateur standard IR2.b	% de personnes qui pensent que les points de la population sont pris en compte dans la gestion de la chose publique	Bénéficiaires du projet	Enquêtes semestrielles
	Indicateur	Nombre d'arguments et d'action ciblées menées pour influencer le transfert régulier de la rétrocession en faveur des ETD de la zone d'intervention		
Produit 2.1				
Les capacités techniques et opérationnelles des ETD sont améliorées	Indicateur de projet 2.1.a	% de progrès de performance	ETD sous contrat de performance	Indicateurs des contrats de performance
	Indicateur standard 3c.2	% des autorités des ETD et des Animateurs des structures citoyennes formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités		Rapport des formations, Pré-test et post- test,
	Indicateur standard 3c.3	Nombre des Plans locaux de paix et de développement (PLD) élaborés de manière participative et approuvé		Enquêtes semestrielles
	Indicateur Standard 3c.4	% des PLD élaborés de manière participative et approuvés prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et groupes marginalisés.		Enquêtes semestrielles
	ACTIVITÉS			
	Activité 2.1.1 : Renforcement des capacités des ETD en matière de bonne gouvernance, de décentralisation, des droits et devoirs des ETD et des citoyens vis-à-vis de l'Etat, la gestion participative des ETD, les mécanismes de participation citoyenne, les mécanismes de reddition des comptes.			
	Activité 2.1.2 : Renforcement des capacités des ETD et de l'administration territoriale sur la planification stratégique et l'approche de financement basé sur les performances/gestion axée sur les résultats et l'élaboration des PDL.			
	Activité 2.1.3 : Accompagnement pratique des ETD et de l'administration territoriale dans la mise en œuvre des PDL et autres mesures de redevabilité, de participation et de transparence.			
	Activité 2.1.4 : Elaboration et publication d'un document public sur les compétences des ETD, les services des ETD, les modalités d'accès, la qualité de ces services et le rôle de la société civile.			
	Activité 2.1.5 : Benchmarking : processus de collecte et de mise en œuvre des bonnes pratiques liées à la mise en œuvre des recommandations des dialogues, des plans de développement et de prise compte du genre dans la gouvernance.			
	Activité 2.1.6 : Diffusion de la nomenclature des taxes, les modes de recouvrement et de réclamation, la prévention et la dénonciation des abus dans le processus de recouvrement.			
Produit 2.2				
Les ETD et l'administration territoriale identifient et résolvent les problèmes locaux prioritaires des communautés	Indicateur standard 3c.1	Nombre des mécanismes de concertation mis en place ou redynamisés qui sont opérationnels au niveau des ETD	Bénéficiaires du projet	Enquêtes semestrielles
	Indicateur standard 3c.5	% de projets du PLD de l'ETD retenu dans le plan de développement provincial	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			

	Activité 2.2.1 : Appui à l'élaboration/mise à jour ou l'amélioration des plans de développement local des ETD en impliquant les autorités locales, provinciales et les communautés (les femmes, jeunes, leaders communautaire, confessions religieuses, etc.).			
	Activité 2.2.2 : Appui à l'élaboration du budget participatif des ETD basé sur les priorités formulées dans les PDL avec les mêmes acteurs (avec la participation des communautés, autorités provinciales, etc.) et axés sur les besoins exprimés dans les dialogues et plans d'action de mise en œuvre des recommandations.			
	Activité 2.2.3 : Formulation et validation des indicateurs de performance avec les ETD et administration territoriale, les associations des femmes, celles des jeunes et d'autres leaders communautaires.			
	Activité 2.2.4 : Elaboration des contrats de performance et séance de signatures des contrats de performance.			
	Activité 2.2.5 : Séances de révision et de validation de ces indicateurs selon le changement de contexte ou des nouveaux besoins.			
	Activité 2.2.6 : Missions trimestrielles d'évaluation/vérification des performances par des experts vérificateurs, couplée au coaching.			
	Activité 2.2.7 : Enquêtes de satisfaction communautaire de l'offre de service des ETD réalisée par les associations locales recrutées pour cette fin chaque semestre.			
	Activité 2.2.8 : Paiement des subsides selon les résultats réalisés par les ETD et l'administration territoriale en tant que régulateurs.			
	Activité 2.2.9 : Séance de partage des résultats réalisés par les ETD avec les autorités provinciales et la communauté.			
	Activité 2.2.10 : Appui au financement de certains projets issus des plans d'action des dialogues, des plans de développement et de sécurité en suivant la logique RBF et benchmarking.			
	Activité 2.2.11 : Appui aux associations de femmes et des jeunes pour contribuer à la mobilisation des recettes fiscales des ETD.			
Produit 2.3				
La confiance et la redevabilité entre les autorités locales et la population sont renforcées, et le dialogue et la collaboration entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités provinciales et la population a lieu	Indicateur projet	Nombre des séances de redevabilité organisées par les autorités des ETD en faveur des membres de la société civile locale		Enquêtes de perception
	Indicateur projet	Nombre de séances d'évaluation de services publics organisés *entre les ETD, l'administration territoriale, les autorités provinciales et la population*		
		% des recommandations adressées aux ETD par la société civile pendant les séances de redevabilité et d'évaluation des services publics qui sont mis en œuvre par les ETD		
	ACTIVITÉS			
	Activité 2.3.1 : Renforcement de capacités des membres de la société civile, en particulier les organisations de femmes et de jeunes, en matière de bonne gouvernance, de décentralisation, de droits et devoirs des ETD, y compris des citoyens envers l'État			
	Activité 2.3.2 : Evaluation des mécanismes de concertation existant / SWOT.			

	Activité 2.3.3 : Renforcement technique adapté aux résultats de l'évaluation SWOT.			
	Activité 2.3.4 : Appui à la tenue des mécanismes de concertation officiels existants entre les autorités des ETD et les communautés en vue d'assurer le suivi de la mise en œuvre du PDL et de l'utilisation optimale du budget participatif			
	Activité 2.3.5 : Appui à l'organisation des CLSP (comité de sécurité élargi à la communauté - organisations de femmes et de jeunes, confessions religieuses) au niveau des ETD, orientés dans les questions de paix et de la sécurité.			
	Activité 2.3.6 : Lobbying et plaidoyer auprès des autorités provinciales et nationales sur l'envoi régulier de la rétrocession due aux ETD concernées.			
Objectif Spécifique 3				
Les femmes influencent, et participent à, toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation de la paix, et sont reconnues comme actrices de changement social	Indicateur standard IR5.1	% femmes et les membres de groupes marginalisés qui estiment que leurs points de vue sont reflétés dans la mise en œuvre de solutions participatives et de processus de consolidation de la paix	Bénéficiaires du projet et ETD	Enquêtes semestrielles
	Indicateur standard IR5.2	% des femmes dans les institutions (Sénat, gouvernement, parlement) au niveau national, provincial et local	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard IR.3.2a	% de personnes qui perçoivent que les autorités locales (Chef de Quartier/ Village) représentent les intérêts et opinions de la population	Bénéficiaires du projet	Enquêtes semestrielles
Produit 3.1				
Les femmes et les jeunes filles ont les capacités nécessaires pour influencer les dialogues démocratiques, la bonne gouvernance des ETD et de la sécurité et participer à l'ensemble du processus de restauration de l'autorité de l'État	Indicateur de projet 3.1.a	# de session de formations organisées et d'outils développés et disséminés	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1a.7	Nombre de femmes formées en leadership transformationnel	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			
	Activité 3.1.1 : Ateliers d'identification et de documentation des besoins spécifiques des femmes et les jeunes filles en lien avec des enjeux liés aux conflits de pouvoir coutumier à la gouvernance et à la sécurité.			
	Activité 3.1.2 : Elaboration des outils/guides pratiques d'information sur la participation au processus aux dialogues et d'élaboration des plans de développement à l'intention des femmes et des jeunes			
	Activité 3.1.3 : Formation de femmes et jeunes filles sur le leadership féminin, le plaidoyer, la participation aux débats démocratiques, etc.			
Produit 3.2				
Les femmes et les jeunes filles, au même titre que les	Indicateur de projet 3.2.a	% de femmes et d'hommes qui se sentent impliqués dans le processus de changement au sein de leur communauté	Bénéficiaires du projet	Enquête de perception

hommes et les jeunes garçons, agissent et sont reconnues comme actrices de changement social	Indicateur de projet 3.2.b	% de femmes et de jeunes (filles et garçons) engagés activement dans leur communauté pour la consolidation de la paix	Bénéficiaires du projet	Enquête de perception
	Indicateur standard 1b.2	% des plans d'actions communautaires qui répondent aux besoins spécifiques	Bénéficiaires du projet	Enquête de perception
	ACTIVITÉS			
	Activité 3.2.1 : Soutien à l'élaboration d'un plan d'action des femmes pour participer à la réalisation des objectifs 1,2 et 4a, son suivi, sa mise en œuvre et son évaluation périodique durant la mise en œuvre du projet.			
	Activité 3.2.2 : Soutien à la participation physique des femmes et jeunes filles aux mécanismes de dialogue et d'élaboration des plans de développement			
	Activité 3.2.3 : Séances pour les chefs coutumiers, représentants des autorités locales et autres autorités sur le genre et les résultats de développement et de stabilisation positifs qui ressortent d'une participation plus active des femmes dans les processus de stabilisation et de consolidation de la paix (en lien avec la résolution 1325).			
	Activité 3.2.4 : Appui financier à la réalisation des activités dédiées aux organisations des femmes et des jeunes filles en application des engagements sous les objectifs 1, 2 et 4			
Produit 3.3				
Les femmes, des organisations des femmes, les hommes et les autorités locales deviennent sensibles sur des normes sociales et les rôles de genre positifs	Indicateur standard 2a.2	Nombre de séances de sensibilisation des agents de sécurité par rapport au droit de femme	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur de projet 3.3.a	% des plans d'actions qui répondent aux besoins spécifiques des femmes	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			
	Activité 3.3.1 : Documenter les normes sociales et les pratiques qui les accompagnent			
	Activité 3.3.2 : Mettre en place des forums/espaces de discussions et d'analyse autour des normes sociales et les pratiques en fonction de leur impact sur le genre au sein des communautés			
	Activité 3.3.3 : Produire des outils de sensibilisation adaptées aux normes dans les communautés			
	Activité 3.3.4 : Sensibiliser les communautés sur les effets des normes sociales dans communautés et les changements nécessaires			
Objectif Spécifique 4				
La performance et la qualité de services de sécurité (PNC et FARDC) sont améliorées, elles fournissent des services transparents, équitables et accessibles à tous les citoyens (femmes, jeunes femmes,	Indicateur standard IR2.3	% de bénéficiaires qui estiment que les FARDC offrent une contribution "grande" ou "très grande" dans la sécurité de leur zone	Bénéficiaires du projet	Enquêtes semestrielles
	Indicateur standard IR2.4	% de bénéficiaires qui estiment que les PNC offrent une contribution " grande" ou " très grande" dans la sécurité de leur zone.	Bénéficiaires du projet	Enquêtes semestrielles

hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque)				
Produit 4.1				
Les populations civiles, les autorités locales et les services de sécurité se rapprochent, la gouvernance locale inclusive et participative s'améliore et la confiance se construit	Indicateur de projet 4.1.a	# d'autorités locales et de parties prenantes, et % de la population, qui estiment que les problèmes de sécurité, ainsi que leurs causes et conséquences, sont bien traités par les acteurs en charge de la sécurité	Bénéficiaires du projet et ETD	Enquête de perception
	Indicateur standard 2a.1	Nombre de CLSP et Forums de groupement qui sont mis en place et fonctionnels	Structures bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 2a.3	Nombre des problèmes de sécurité identifiés, suivis et résolus	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 2a.4	Nombre des plans de sécurité élaborés et approuvés	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 2a.5	Nombre des problèmes de sécurité spécifiques aux femmes identifiés, suivis et résolus	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			
	Activité 4.1.1: Appui à la mise à jour et à l'élaboration des plans d'action de sécurité à travers des comités locaux élargis aux organisations communautaires dont les organisations des femmes et des jeunes filles et garçons.			
	Activité 4.1.2 : Mise en œuvre des plans d'action de sécurité d'actions susceptibles de réduire les risques/menaces identifiés conjointement			
	Activité 4.1.3 : Appui à l'organisation et à la tenue des conseils locaux élargies de sécurités pour évaluer le niveau de mise en œuvre des plans d'action de sécurité et autres engagements pris dans le cadre de l'objectif 1			
Produit 4.2				
Les services de sécurité sont redevables, efficaces, collaboratifs, transparents, plus proches et accessibles à toute la population (femmes, jeunes femmes, hommes, jeunes hommes, enfants, groupes marginalisés et groupes à risque de toutes les ethnies)	Indicateur standard 2a.2	Nombre d'événements de rapprochements civilo-militaires organisés par le CLSP (divisé par type d'événement)	Bénéficiaires du projet	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur de projet 4.2.a	% de progrès de performance	Structures bénéficiaires du projet	Indicateurs des contrats de performance
	ACTIVITÉS			
	Activité 4.2.1 : Formulation, révision et validation des indicateurs de performance avec la PNC et FARDC, les autorités locales, les OSC (dont féminines et des jeunes) y compris des indicateurs de lutte contre les exactions et tracasseries diverses.			
	Activité 4.2.2 : Conduite de missions trimestrielles d'évaluation / vérification des performances par les vérificateurs attitrés (Cordaid) et la hiérarchie des services de sécurité concernés.			

	Activité 4.2.3 : Conduite d'une enquête de satisfaction communautaire sur l'offre de service de sécurité réalisée par les associations locales recrutées pour cette fin (chaque semestre).			
	Activité 4.2.4 : Versement des subsides suivant les termes des contrats de performance.			
	Activité 4.2.5 : Organiser des séances de Partage des résultats avec les autorités provinciales et la communauté.			
Produit 4.3				
Les capacités techniques, institutionnelles et opérationnelles des services de sécurité, des autorités coutumières et des OSC sont renforcées	Indicateur de projet 4.3.a	# de session de formations organisées et d'outils développés et disséminés	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur de projet 4.3.b	# de membres des structures communautaires qui ont participé au suivi de la situation sécuritaire	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 2b.3	% d'agents de sécurité et de l'ordre formés qui ont amélioré leur niveau de connaissance en DIH , sur leurs rôles et responsabilités	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 2b.2	Nombre de séances de formation sur la protection de la femme en faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 2b.4	% d'agent qui ont amélioré leur niveau de connaissance de leurs rôles et responsabilités sur les droits des femmes	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 2b.1	Nombre de séances de formation sur la protection civil et Droits de l'homme en faveur des agents de sécurité et d'ordre organisées	Bénéficiaires du projet et ETD	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			
	Activité 4.3.1 : Appui aux autorités provinciales et territoriales à établir des outils pratiques de mobilisation des forces de police et de l'armée par des autorités locales.			
	Activité 4.3.2 : Formation des autorités coutumières en particulier les responsables des ETD sur les mécanismes pratiques pour mobiliser les forces de police ou de l'armée.			
	Activité 4.3.3 : Appui au benchmarking : mécanisme de collecte des informations, de comparaison, d'apprentissage et d'amélioration des bonnes pratiques de gouvernance sécuritaire en particulier dans la lutte contre les exactions et tracasseries diverses.			
	Activité 4.3.4 : Renforcement des capacités des services de sécurité, autorités coutumières et OSC sur les droits humains (y compris les droits spécifiques des femmes et des enfants victimes de violences), les principes (3P et 3R), les mécanismes de prévention des violations des droits humains y compris les violences basées sur le genre, les extorsions, les tracasseries, la corruption, etc.			
	Activité 4.3.5 : Appui aux services de la PNC et aux OSC (y compris des femmes et des jeunes) pour l'achat du matériel nécessaire à leur mission, en concertation avec la MONUSCO, UNPOL, le Gouvernement provincial et l'autorité nationale pertinente.			
	Activité 4.3.6 : Monitoring de la situation sécuritaire par des OSC et organisations communautaires (y compris des femmes et des jeunes) en particulier en ce qui concerne les exactions et tracasseries diverses.			
Produit 4.4				

Les autorités territoriales et provinciales compétentes prennent des engagements politiques en lien avec les objectifs spécifiques	Indicateur de projet 4.4.a	% de la population (hommes et femmes) qui se sent "représenté" ou "très bien représenté" par les mesures prises par les autorités à différents niveaux	Population	Enquête de perception
	Indicateur de projet 4.4.b	Nombre d'engagements politiques pris par les autorités provinciales et nationales en lien avec le projet	ETD et autorités administratives et politiques	Baseline, six monthly reporting, endline.
	Indicateur standard 1c.1	Nombre de résolutions formalisées/ approuvées/ et mises en application par le gouvernement	ETD et autorités administratives et politiques	Baseline, six monthly reporting, endline.
	ACTIVITÉS			
	Activité 4.4.1 : Elaboration participative d'un document d'engagement à destination des autorités, basé sur le diagnostic partagé, les racines politiques des dysfonctionnements des services de sécurité, les besoins pratiques exprimés par les acteurs locaux (les femmes, les communautés, PNC, FARDC, etc.)			
	Activité 4.4.2 : Lobbying et plaidoyer à Uvira, Bukavu et à Kinshasa en faveur de l'engagement politique des acteurs clés			
	Activité 4.4.3 : Elaboration, impression et diffusion des documents d'engagement politique			
	Activité 4.4.4 : Appui technique à la réalisation des engagements politiques notamment des instructions et mesures juridiques favorisant la gestion participative des ETD et de la sécurité (i.e. formalisation des bonnes pratiques)			
	Activité 4.4.5 : Suivi et évaluation périodique de la mise en œuvre des engagements politiques			